

Une rentrée géopolitique à hauts risques

14.9.2026 - Michel Duclos | Institut Montaigne

Les quelques développements positifs amorcés au début de l'été concernant les deux conflits majeurs de l'actualité ont tourné court. En Iran, l'accord d'Évian n'a pas tenu, le détroit d'Ormuz est de nouveau bloqué et les Houthis ont pris le contrôle du détroit de Bab el-Mandeb, resserrant l'étau sur l'Arabie saoudite. En Ukraine, dont l'administration américaine se désintéresse, les attaques de drones frappent de plus en plus durement le pays tandis que la Russie intensifie sa guerre hybride contre l'Europe. Qu'attendre d'une contre-offensive européenne ?

Sur les deux conflits majeurs qui structurent la vie internationale, **l'Ukraine et l'Iran**, une tendance à l'escalade semble aujourd'hui l'emporter, démentant au moins en apparence les signaux relativement positifs qui avaient marqué la fin du printemps et le début de cet été.

L'impasse dans le Golfe persique

Le moment paraît lointain où, réunis en G7 à Évian (les 16 et 17 juin), les principaux alliés des États-Unis couvraient d'éloges Donald Trump pour avoir conclu une trêve avec l'Iran après plus de quatre mois de guerre. Le 17, lors d'un dîner bilatéral à Versailles, le président américain avait tenu à signer lui-même l'accord depuis la galerie des Glaces, tandis que le président iranien signait un peu plus tard depuis Téhéran.

Cet accord était censé offrir des avantages immédiats aux deux parties - dégel d'une partie des avoirs iraniens à l'étranger, réouverture du détroit d'Ormuz - et ouvrir une période de deux mois pour négocier un règlement global. Sur le moment, il y avait des raisons d'être sceptique sur la mise en œuvre de cet accord : nous-mêmes, dans une contribution à [Expressions](#), exposions quelques raisons pour lesquelles sa viabilité apparaissait douteuse.

Les sceptiques ont eu raison plus rapidement encore que ce qu'ils pensaient. À peine trois semaines après la signature de l'accord, il n'en restait plus rien sur le terrain : la circulation dans le détroit était redevenue impossible, des tirs entre belligérants se faisaient de nouveau entendre dès le 8 juillet ; le 14, les États-Unis imposaient de nouveau un embargo sur le détroit. À partir de septembre, des frappes lourdes reprenaient de part et d'autre, tandis que Washington annonçait une nouvelle politique d'asphyxie économique de l'Iran.

Fin août-début septembre, **la tendance n'était pas favorable à Téhéran** : sous protection américaine, un trafic certes assez faible mais pas nul reprenait dans le Golfe ; l'Iran ne pouvait plus exporter son pétrole ; l'aggravation de la pression économique avait un impact majeur dans un pays où l'inflation galope, l'activité économique est au point mort, la misère progresse. Cependant, les Iraniens viennent de trouver la parade : en quelques jours, leurs alliés Houthis - dûment approvisionnés en armes par Téhéran - sont parvenus à prendre le contrôle du détroit de Bab-el-Mandeb, sur la mer Rouge ; ils privent ainsi l'Arabie saoudite d'une voie d'écoulement de son pétrole qui lui permettait jusqu'ici de contourner en partie le blocage du détroit d'Ormuz.

Une fois de plus, les Américains n'avaient pas vu le coup venir, du moins pas l'échelon décisionnel à Washington ; une fois de plus, ils ont refusé de venir au secours de leur allié saoudien, malgré deux appels de MBS au président Trump. Comment en est-on arrivé là et que va-t-il se passer ?

À la première de ces deux questions, un diplomate professionnel répondra d'abord que **l'accord du 17 juin était particulièrement mal ficelé** ; il laissait place à trop d'interprétations divergentes possibles pour tenir très longtemps : les Iraniens n'ont pas récupéré l'argent qu'ils escomptaient ; les deux parties n'avaient pas la même interprétation de ce que signifiait la réouverture du détroit d'Ormuz ; sur la question cruciale du Liban, les négociations tripartites Liban-États-Unis-Israël et la poursuite des frappes iraniennes contre le Hezbollah privaient très rapidement l'accord d'une partie de son intérêt du point de vue de Téhéran ; or les Iraniens attachaient une importance majeure à cet aspect de l'accord, puisqu'ils avaient conditionné leur ralliement à celui-ci à la disposition prévoyant que la trêve s'étendait au Liban.

Évoquons aussi la psychologie des acteurs en cause : l'administration américaine, au lieu d'admettre qu'elle avait subi un revers et qu'il était temps de couper ses pertes, a continué d'afficher une arrogance hors de saison ; et l'on peut craindre que le noyau des "durs" qui gouverne à Téhéran, ancré dans une tradition viscéralement anti-américaine comme l'[a rappelé Farid Vahid](#), de surcroît enivré par son succès, se laisse aller à une forme d'hubris.

"On peut craindre que le noyau des "durs" qui gouverne à Téhéran, ancré dans une tradition viscéralement anti-américaine, de surcroît enivré par son succès, se laisse aller à une forme d'hubris."

D'où peut venir une solution éventuelle ? Peut-être de la gravité même de l'impasse et de ses répercussions considérables sur l'économie mondiale. On peut imaginer que les États du Golfe vont renouveler leurs pressions sur Washington pour que l'administration relance une vraie négociation avec l'Iran. Par ailleurs, **beaucoup peut dépendre de l'attitude de Pékin : les Chinois ne peuvent qu'être satisfaits de voir les États-Unis englués dans cette aventure iranienne ; mais le moment arrive peut-être où le coût économique pour eux - ne serait-ce qu'en raison de l'effet sur l'économie mondiale et donc sur leurs exportations - devrait les inciter à favoriser aussi un règlement** ; Xi Jinping n'est pas sans capacité d'influence sur Téhéran et rencontrera en principe Donald Trump à la Maison-Blanche fin septembre.

Si le scénario d'un retour à une vraie négociation peut finir par l'emporter, il reste probable que ce ne sera pas avant [les élections de mi-mandat](#) : malgré l'épuisement de leur pays, les dirigeants de Téhéran ont toutes les chances de vouloir faire pencher le plus possible la balance dans le sens d'une défaite électorale du camp Trump. Ils seront tentés de jouer d'ici là la politique du pire.

Un nouvel hiver terrible pour l'Ukraine.

Là encore, reportons-nous au début de l'été : la rumeur s'imposait dans les rédactions comme dans les chancelleries selon laquelle, **depuis mars-avril, l'Ukraine était en train de renverser le rapport de forces en sa faveur** : *"Ukraine is having the upper hand"*, disait-on alors dans les colloques.

En effet, les forces russes ne progressaient pas sur le front, malgré des pertes humaines gigantesques (environ 1000 hommes par jour) ; et surtout, avec ou sans feu vert de ses alliés, l'Ukraine commençait à porter des coups de plus en plus sévères sur les arrières russes, d'abord en s'en prenant aux installations énergétiques, à des usines d'armement, puis à des cibles civiles telles les entrepôts de l'équivalent russe d'Amazon.

Là aussi, un "récit" avait cours, selon lequel "cette fois, l'ensemble de l'opinion russe est impliquée

dans la guerre", impliquant que cela allait compliquer les calculs du Kremlin ; rien ne prouve cependant que l'extension de la guerre à la vie quotidienne des Russes n'a pas l'effet inverse, celui de durcir l'hostilité de l'opinion russe à l'égard de l'Ukraine.

Au même moment, une **vulnérabilité fondamentale de la défense ukrainienne** devenait criante : la capacité d'intercepter les missiles et les drones russes était de plus en plus faible alors que de leur côté les Russes avaient concentré leur effort industriel sur la production de missiles capables de frapper l'Ukraine sur ses arrières. Au printemps, on estimait que 60 % des capacités énergétiques ukrainiennes avaient été détruites ; tout au long de l'été, les Russes n'allaient cessé d'intensifier leurs attaques de ce type et de les étendre à des cibles civiles - laissant entendre bien entendu que cette escalade dans leurs attaques répondait à l'escalade des frappes ukrainiennes en profondeur.

Cependant, même sur ce plan, des éléments potentiellement positifs étaient dans l'air au début de l'été : les États-Unis et leurs alliés sont à cours d'intercepteurs à transférer à l'Ukraine ; peut-être impressionné par les points marqués par les Ukrainiens, le président Donald Trump, lors du [sommet de l'OTAN à Ankara](#) les 7 et 8 juillet s'était engagé à fournir à Kiev la licence des intercepteurs lancés par les batteries Patriot. Comme on le sait, Trump n'est pas homme à tenir sa parole quand il s'agit de contrarier Vladimir Poutine ; il n'allait pas tarder à renoncer au transfert de licence Patriot à Kiev. Les alliés européens de l'Ukraine réunis à Paris les 13 et 14 juillet dans le cadre de la coalition des volontaires promettaient cependant un effort supplémentaire d'aide militaire à l'Ukraine.

Notons au passage que ces promesses ont suffi pour que la Russie intensifie sa guerre hybride contre l'Europe ; celle-ci connaît notamment un développement important avec l'affaire du drone bourré d'explosifs découvert à l'aéroport de Leipzig. Cette fois, les autorités allemandes ont été promptes à identifier l'attaque pour ce qu'elle est (contrairement au schéma qui fait qu'en général les attaques hybrides restent non-attribuées) ; elles ont pris quelques contre-mesures ; les Européens ont marqué leur solidarité, en déclarant notamment que l'on n'était plus dans la guerre hybride mais dans un terrorisme d'État.

D'une vraie stratégie européenne de contre-guerre hybride à l'égard de la Russie, on ne voit toujours pas pour autant la fumée. Sans doute en raison du prétexte habituel : ne pas alimenter l'escalade en réagissant au niveau approprié.

"D'une vraie stratégie européenne de contre-guerre hybride à l'égard de la Russie, on ne voit toujours pas pour autant la fumée."

Cela dans un contexte pourtant où **d'autres signes inquiétants apparaissent** : dans la course à la sophistication technologique à laquelle se livrent Russes et Ukrainiens en matière d'armement, la Russie, jusqu'ici distancée dans le domaine des drones, vient de marquer un point avec [le déploiement d'un nouveau type](#) de ces engins, plus difficile à intercepter que ses prédécesseurs ; la rumeur court d'une possible nouvelle vague de mobilisation en Russie ; on avait pu discerner au printemps, à tort ou à raison, des "signes de fièvre" du côté russe, en réalité le ton du Kremlin en cette rentrée est redevenu aussi intransigeant que jamais.

Au moment même où ces lignes sont écrites, le réseau ferroviaire ukrainien fait l'objet d'une attaque en règle, y compris un train sur le point de franchir la frontière polonaise.

Quelle place pour la diplomatie dans un tel contexte ? Dans une [tribune](#) du New York

Times début août, un expert écouté à Washington comme à Moscou, Tom Graham, faisait valoir que nous étions en Ukraine au début d'une nouvelle escalade ; il était donc indispensable de redonner une chance à la négociation avant qu'il ne soit trop tard. Peut-être sensible à cet argument, l'Administration Trump a envoyé à Moscou successivement le directeur de la CIA, John Ratcliffe (le 25 août), puis le couple d'émissaires Witkoff et Kushner début septembre.

Pour la première fois, les deux envoyés spéciaux ont ensuite fait le voyage à Kiev, où d'ailleurs ils ont rencontré les trois conseillers nationaux de la sécurité allemand, britannique et français. Ce que l'on sait de ces contacts, c'est que **Vladimir Poutine n'a en rien changé sa position sur le volet territorial de ses exigences, à savoir l'annexion de tout le Donbass, y compris les zones que contrôlent encore l'Ukraine.** Dans des déclarations publiques ultérieures, alors qu'il était invité à la Yalta European Strategy (YES) à Kyiv le 11 septembre, Jared Kushner (M. Gendre) [a paru sympathiser](#) avec cette revendication, considérant que [l'acceptation des revendications territoriales de Poutine était une condition préalable au règlement de la guerre](#). C'est évidemment un signal désastreux, de même que les [déclarations de Trump](#), le 13 septembre, demandant à M. Zelenski d'arrêter de frapper les puits de pétrole russes.

Quel rôle pour les Européens ?

S'agissant de l'Iran, les Européens sont relégués à un rôle de spectateurs, au moins s'agissant de la paix et de la guerre. Cela ne veut pas dire qu'ils doivent rester inactifs : les États du Golfe, une fois de plus déçus par l'attitude américaine et inquiets de la posture israélienne, sont en passe de repenser leurs relations extérieures dans le sens d'une diversification accrue. Il appartient aux Européens de leur faire des offres de service, sur le plan économique et commercial, et sur certains créneaux militaires. Plus généralement, **les capitales européennes doivent rester en alerte sur la recomposition inévitable des équilibres dans la région.**

Sur le théâtre européen, nos gouvernements sont en première ligne. Moscou a la perception que l'Europe est le "maillon fort" de l'aide à l'Ukraine. Les Européens - en pratique les E3 (Allemagne, Grande-Bretagne, France) - devraient avoir, sans illusion bien entendu, un concept de négociation possible avec Moscou dans l'hypothèse où les Russes en viendraient à changer de position. Mais, de manière plus urgente encore, **les Européens doivent se préparer à une intensification des attaques russes** ; ce qui vient de se passer à Leipzig pourrait être annonciateur d'une agression de ce type à une beaucoup plus grande échelle, concernant plusieurs pays, comportant aussi des attaques informationnelles, des cyber-attaques, bref toute la gamme des agressions dites hybrides, complétée éventuellement par une prise de gage territoriale.

"Les Européens doivent se préparer à une intensification des attaques russes."

Nous avons dit que **l'on n'aperçoit, ni dans le cadre de l'OTAN ni dans celui de l'UE, se mettre en place une contre-stratégie européenne face au risque de ce que l'on pourrait appeler une "guerre hybride de haute intensité".** C'est pourtant, la menace la plus grave et la plus immédiate à laquelle nous risquons de faire face. Tout autant que le nécessaire réarmement, se préparer intensément à cette menace devrait être **une priorité majeure pour les Européens.**

Copyright Mikhail METZEL / POOL / AFP

Moscou le 5 septembre 2026. Jared Kushner et Steve Witkoff face à Vladimir Poutine.

<https://www.institutmontaigne.org/expressions/une-rentree-geopolitique-hauts-risques>